



La veille internationale en brèves

Bureau de la Recherche - IGPDE

N° 40 - juin 2013

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

Note réactive du mois

N° 55 – Autriche



Pays siège de nombreuses organisations internationales, l'Autriche a souhaité cofonder et accueillir sur son territoire un établissement de formation et de recherche unique au monde, entièrement dédié à la lutte contre la corruption et à une meilleure gouvernance.

[en savoir plus](#)

Numéro spécial « Éthique de la gestion publique »

Union européenne



Partant du constat que les directives européennes **ne s'appliquent qu'à un cinquième du volume de l'achat public réalisé** au sein des 27, le Parlement européen vient de commander une étude intitulée : « Political and other forms of corruption in the attribution of public procurement contracts and allocation of EU funds: extent of the phenomenon and overview of practices ». Plus qu'un simple état des lieux, celle-ci poursuit un double objectif : **décrire les mécanismes de la corruption** qui impactent tant les procédures d'achat public nationales que l'attribution de subventions de l'Union européenne et **présenter les bonnes pratiques** afin de les promouvoir efficacement en dehors de leur propre pays.

[en savoir plus](#)

Afrique du Sud



S'exprimant devant les coordonnateurs de la National Anti Corruption Hotline (NACH), le commissaire de la Fonction publique, James Mudau, a exhorté les ministères à **améliorer leur coordination lors d'enquêtes** afin de les résoudre le plus rapidement possible. Vingt-deux mille fonctionnaires ont déjà été inculpés pour activités de corruption et une perte de 300 millions de rands a pu être évitée grâce aux actes de dénonciation faits sur Internet. Il a cependant mis en garde les différents ministères sur le nombre encore important de mises en accusation non traitées et qui ne donnent lieu à aucun retour vers le public. Une telle attitude pourrait à terme conduire à une **vraie perte de confiance** vis-à-vis de la fonction publique et donc à une diminution des dénonciations.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

Australie



Une nouvelle loi **protégeant les personnels de la Fonction publique** qui dénonceraient des actes de corruption ou de malveillance au sein de l'Administration vient d'être adoptée par le Parlement. Le syndicat CPSU (Community and Public Sector Union), **y a œuvré depuis près de dix ans et salue ce résultat** : sa secrétaire générale, Nadine Flood, indique que « désormais, tout agent qui sera le témoin d'actes ou obtiendra une information en ce sens, **pourra faire une déposition sans craindre d'être victime de représailles ou de persécutions** ». Elle demande que les agents puissent **alerter leur hiérarchie** et soient **informés de leurs nouveaux droits** au moyen d'une campagne de communication.

[en savoir plus](#)

Brésil



Le pays a reçu 18 millions de dollars de la Banque interaméricaine de développement (BID) pour **renforcer la prévention de la corruption dans la gestion publique**, indique la Cour des comptes brésilienne (Contraloría General de la Unión). Les capacités opérationnelles de la Cour seront renforcées pour lui permettre d'exercer un contrôle accru sur tous les niveaux de gouvernement, de l'échelon fédéral à l'échelon local. Le programme prévoit, entre autres, la **promotion de « bonnes pratiques » chez les agents**, le développement d'outils informatiques et la refonte des procédures d'audit. Un site Internet « Observatoire de la dépense publique » (Observatorio del Gasto Público) sera créé.

[en savoir plus](#)

Bulgarie



Dans ce pays, **le plus touché par la corruption** au sein de l'Union européenne, le Centre de prévention et de lutte contre la corruption et la criminalité organisée, qui fait suite au projet [BORKOR](#) mené en coopération avec le gouvernement fédéral allemand, est entré début 2013 dans sa phase opérationnelle. La priorité a été donnée aux **marchés publics**. Eleonora Nikolova, la directrice, vient d'alerter sur le fait que 98 % des marchés publics de son pays sont attribués à seulement 2 % des entreprises bulgares. Selon elle, « les plus grandes irrégularités concernent des entreprises dans lesquelles l'État est actionnaire majoritaire ». Le centre travaille à des **propositions concrètes pour amender le Code des marchés publics**.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

Canada



L'Unité permanente anti-corruption (Upac) du Québec a récemment fait parler d'elle en arrêtant les maires de Laval puis, le 17 juin, de Montréal (après la démission du précédent maire en novembre 2012 pour suspicion de financement illégal de parti politique). D'autres **fonctionnaires municipaux ont été inculpés** et des liens avec la branche québécoise de la mafia italienne ont été mis à jour grâce au travail de la commission Charbonneau qui rendra ses conclusions en octobre 2013.

De son côté, le gouvernement fédéral, par le biais du secrétariat du Conseil du Trésor, a publié un **guide pour les fonctionnaires quittant le service public**, afin de lutter contre les conflits d'intérêts.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

Corée du Sud



Marquée par plusieurs scandales retentissants, l'histoire récente du pays laisse supposer **une certaine tolérance des pratiques corruptives**. En effet, des élus condamnés sont réélus et, malgré des déclarations en faveur de la lutte contre ces pratiques, les plus hautes autorités sont impliquées à répétition. Deux chercheurs de l'université de Floride du Sud ont voulu évaluer **l'impact de ces affaires sur la confiance des citoyens** dans le système démocratique. Ils mettent en évidence dans cet article une certaine indulgence pour les détournements de fonds publics en période de croissance économique.

[en savoir plus](#)

Danemark



À l'occasion du bilan de la troisième phase de la lutte anticorruption, le groupe de travail de l'OCDE s'étonne du **peu de poursuites pénales engagées pour des faits de corruption** à l'étranger. Ce rapport recommande plus d'investigations en matière de coopération internationale et un renforcement dans ce domaine du Statsadvokaten for Særlig Økonomisk og International Kriminalitet (SØIK - « Procureur d'État pour les crimes économiques et la criminalité internationale ») ainsi qu'une surveillance accrue du cash disponible dans les entreprises implantées à l'étranger. Les autorités danoises devraient, en outre, **aggraver les peines maximales** et **protéger les lanceurs d'alerte dans le public** comme dans le privé.

[en savoir plus](#)

Équateur



Le gouvernement vient de diffuser un **Plan national contre la corruption 2013-2017** (Plan nacional de prevención y lucha contra la corrupción). Le plan prévoit d'associer toutes les parties prenantes (administrations, entreprises, citoyens) pour « promouvoir la transparence et l'État de droit ». Vingt-deux grands axes d'action sont déclinés, avec une échéance de réalisation et, si nécessaire, une prévision des coûts. Par exemple, « **Construire un code d'éthique pour les agents publics** » (à échéance de cinq ans), ou « **Élaborer un modèle de pratiques transparentes** » pour les institutions publiques, les entreprises privées et les municipalités, d'un coût de 400 000 dollars US et qui devrait voir le jour avant décembre 2015.

[en savoir plus](#)

États-Unis



Les liens étroits entretenus entre associations caritatives de tous ordres et gouvernements des différents États, qui leur confient, moyennant paiement, la gestion de services publics, « entraînent de nombreuses dérives de corruption », signale le *think tank* américain « **Public Integrity** ». Les experts se sont penchés sur la question à la suite d'un scandale dans les services sociaux new-yorkais, où les associations chargées du logement et des personnes âgées ont détourné des sommes considérables. Depuis plusieurs années, ont-ils constaté, l'externalisation de nombreux services entraînée par les réductions d'effectifs « a ouvert la porte à de multiples possibilités de fraude dans de très nombreux États ». Certains, comme l'Arizona ou la Pennsylvanie, ont réagi et tenté de modifier leur législation, en vain pour l'instant.

[en savoir plus](#)

Inde



Le pays multiplie les initiatives, par le biais de **portails officiels en ligne**, pour lutter contre la corruption, non sans succès. Une première opération pour la délivrance dématérialisée des passeports, lancée en 2012, a permis non seulement de **réduire la corruption des agents de guichet** mais aussi d'accélérer considérablement les procédures : sur 306 496 demandes déposées en quelques mois, 295 077 ont déjà reçu satisfaction. Un autre portail, « eBiz », s'est ouvert début 2013 pour aider les entreprises à accomplir leurs formalités ; un troisième, encore plus récent, va s'attacher au financement des projets de recherche et développement. **L'initiative est d'autant plus efficace**, note un chercheur, que les Indiens ont désormais massivement accès à la « tablette » Aakash fournie par le gouvernement, d'une valeur de 50 dollars.

[en savoir plus](#)

Islande



La nouvelle coalition au pouvoir vient de confirmer, dans sa déclaration de politique générale du 23 mai, son engagement à poursuivre la réforme engagée pour réviser la Constitution : un Conseil constitutionnel de 25 membres, des « **citoyens ordinaires** » élus au **suffrage universel direct**, avait été installé en avril 2011 et chargé par le précédent gouvernement de préparer les travaux de révision. Le Premier ministre, Sigmundur Davíð Gunnlaugsson, a rappelé dans son discours prononcé le 17 juin, à l'occasion de la fête nationale, l'importance des **valeurs d'indépendance et de transparence de la vie publique**, qui ont, selon lui, permis au pays de sortir de la grave crise économique de 2008.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

Italie



Le ministère de la Fonction publique vient de signer avec la présidente de Transparency International Italie, Maria Teresa Brassiolo, un **protocole d'accord** pour coopérer à la prévention de la corruption dans le secteur public. Celui-ci s'inscrit dans le **plan national anticorruption prévu par la loi n° 190/2012** (dite « legge anticorruzione », instituant le Comité interministériel de prévention et de lutte contre la corruption et l'illégalité dans l'administration publique). Des directives permettant aux collectivités locales d'élaborer leur propre plan anticorruption, un **nouveau code de conduite pour les agents publics** et un système de « donneurs d'alerte » en sont les principales mesures.

[en savoir plus](#)

Lituanie



Transparency International organise, en partenariat avec l'université Mykolas Romeris, sa troisième **académie d'été sur l'intégrité** à Vilnius, capitale du pays qui a pris la présidence du Conseil de l'Union européenne pour le deuxième semestre 2013. Cette formation, **qui peut être validée dans le cursus universitaire des participants** par un crédit de 6 ECTS, est en priorité destinée à de futurs dirigeants et experts et se compose de trois modules d'enseignement non dissociables (secteur public, secteur privé et société civile). Chacun d'entre eux comportera une **formation théorique** sur les typologies de corruption et une **présentation méthodologique** avec des cas pratiques.

[en savoir plus](#)

Luxembourg



Le 5 juin s'est tenu, à l'initiative du gouvernement et en partenariat avec la chambre grand-ducale du commerce, le réseau européen des entreprises (EEN) et l'Académie internationale de lutte contre la corruption (voir la note Réactive), un colloque sur le thème « **Coopération entre les secteurs public et privé en matière de lutte contre la corruption** ». Octavie Modert, ministre de la Justice, y a accueilli ses homologues européens. Elle a présenté les résultats de son pays (7^e au dernier classement de Transparency International), puis a ouvert deux grands débats : le premier portait sur les **liens entre intégrité et compétitivité**, le second sur le **rôle de la dérégulation** et l'**efficacité des mesures de prévention** au sein des institutions.




[en savoir plus](#)


Pays-Bas




« Resultaat voorop » (Le résultat d'abord), tel était le thème du dernier congrès annuel de l'**agence gouvernementale PIANOo** qui s'est tenu le 6 juin dernier. Ce **centre d'expertise**, rattaché au ministère de l'Économie, a pour objectif de professionnaliser l'achat public en promouvant le partage de connaissances entre ses 3 000 adhérents et en mettant à leur disposition des outils interactifs. Le choix faisait suite à une étude récente qui a montré que la **transparence dans la procédure** (90 %) et le **respect de la réglementation** (98 %) restaient les deux grandes priorités pour les acheteurs publics néerlandais, l'adéquation entre la commande et la prestation délivrée n'est, elle, citée, en revanche, que par 77 %.

[en savoir plus](#)

<p>Portugal</p> 	<p>La corruption transnationale (d'agents publics étrangers par des entreprises nationales) reste un point faible pour le pays, selon un rapport de l'OCDE publié le 20 juin. Aucune poursuite n'a été engagée pour les quinze cas signalés et plusieurs enquêtes ont été classées sans suite. Tout en reconnaisant les efforts faits pour endiguer ce phénomène en se dotant de nouveaux dispositifs législatifs, le groupe de travail de l'OCDE sur la corruption a formulé plusieurs recommandations ayant pour point commun une réelle mise en œuvre des lois et une action répressive dans les cas avérés de corruption. L'organisation a demandé qu'un rapport de suivi lui soit remis d'ici un an.</p> <p>en savoir plus</p>
<p>République tchèque</p> 	<p>Pour la première fois dans le pays, trois ONG (Transparency International, Environmental Law Service et Ozivení) se sont associées pour proposer neuf propositions de loi anticorruption. Le groupement incite les citoyens à faire appel aux parlementaires pour solliciter leur soutien en faveur de ces propositions de loi. D'ores et déjà, l'une d'elles a été adoptée. L'initiative, nommée « Rekonstrukce Státu » (Reconstruction de l'État) est diffusée sur un site <i>ad hoc</i> (http://www.rekonstrukcestatu.cz) qui donne en outre les noms des parlementaires déjà ralliés et de ceux qui restent à convaincre. L'espoir des promoteurs est de faire adopter toutes les dispositions proposées avant la fin des mandats électoraux en cours, en mai 2014.</p> <p>en savoir plus</p>
<p>Tunisie</p> 	<p>Un rapport de l'OCDE s'intéresse pour la première fois à l'éthique dans la Fonction publique. Il recommande de débiter par un diagnostic des vulnérabilités, de renforcer l'arsenal législatif et les institutions récentes de lutte et de prévention mais aussi de mieux former et informer les fonctionnaires sur les risques de corruption. Le propos se concentre sur les marchés publics et suggère de professionnaliser la fonction d'acheteur public, de créer une plateforme électronique de marchés publics et d'associer le secteur privé à la lutte. Enfin, cette étude compare la situation tunisienne à d'autres efforts anticorruption en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.</p> <p>en savoir plus</p>

<p>ISO</p> 	<p>L'Organisation internationale de la normalisation (ISO) vient de décider la création d'une nouvelle norme internationale anticorruption (ISO/PC 278). Un comité technique formé de représentants de pays membres de l'ISO (14 participants, dont la France, et 16 observateurs) et d'experts internationaux vient d'être créé en vue de réfléchir sur la portée et la pertinence d'une telle norme et de procéder à sa rédaction. La première réunion du groupe vient de se tenir fin juin au secrétariat permanent du comité, dans les locaux de l'agence de normalisation britannique BSI, et s'est terminée sur un consensus fort autour de la nécessité de développer cette norme, en dépit de la réticence de certains pays.</p> <p>en savoir plus</p>
--	---

<p>INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</p> <p>DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN, FABIEN CARDONI, CLAIRE FARGEOT-BOLL, ANTOINE SEVESTRE / GENEVIÈVE CRASPAY</p> <p>RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE</p> <p>PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740</p>	 <p><i>Liberté • Égalité • Fraternité</i> RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR MINISTÈRE DU REDresseMENT PRODUCTIF MINISTÈRE DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE ET DU TOURISME</p>
--	--